

## **Déclaration commune de l'Inter-LGBT, organisatrice de la Marche des Fiertés, et des collectifs organisateurs du pré-cortège "Pôle des Luittes" à propos des agressions et dysfonctionnements observés le 26 juin 2021.**

Lors de la Marche des Fiertés du 26 Juin dernier, nous avons eu à déplorer de nombreux heurts, et nous tenions à revenir sur ces différents événements. Plusieurs femmes trans ont subi de graves agressions, violences sexuelles et harcèlements, de la part de personnes extérieures à la manifestation. Deux d'entre elles ont été harcelées et battues par des hommes pendant près de 5 minutes, sans réaction des témoins et en l'absence de service d'ordre et de forces policières. En outre, une femme trans a été harcelée, en pointe de la manifestation, par un collectif réactionnaire venu à la Marche sans autorisation, et a subi par la suite une campagne de cyberharcèlement de l'extrême-droite.

Cette édition a été marquée par un engouement populaire plus important que prévu. Par rapport aux éditions précédentes, les moyens logistiques étaient réduits en raison de la volonté de l'Inter-LGBT cette année de supprimer la présence des chars et donc des services d'ordre qui les encadrent. Nos bénévoles (plus d'une centaine) étaient insuffisamment nombreux·es en comparaison de la foule présente et ont été désorganisé·es, avant même le départ de la marche, par l'encadrement policier réagissant à deux alertes à la voiture piégée.

Ces circonstances particulières expliquent partiellement le débordement de nos services d'ordre et en conséquence, les brèches de sécurité observées : détournement haineux de la pointe de la Marche, soutien introuvable pour les victimes de violences, mais aussi introuvable pour de nombreuses personnes handies à la recherche du char "accessibilité". Nous, Inter-LGBT, Acceptess-T, NPA LGBTI, FièrEs, le STRASS et Act-Up Paris, associations et collectifs organisateurs de la Marche des Fiertés et de son pré-cortège, reconnaissons nos responsabilités dans ces failles, et nous adressons nos plus sincères excuses aux personnes et communautés qui ont été heurtées par ces violences.

Notre colère est immense contre le collectif anti-trans à prétention féministe qui a détourné la tête de la Marche. Il est particulièrement odieux que notre pré-cortège, pacifique, mené par des femmes trans migrantes, travailleuses du sexe, en lutte contre le SIDA depuis plus de 30 ans, ait été pendant près de 40 minutes copieusement insulté par des réactionnaires intolérantes s'indignant d'un prétendu effacement des lesbiennes. Leur volonté explicite était de "faire chier", propos entendus dans une vidéo de leur action, en parlant de l'ensemble des manifestant·es LGBTQI+ de la marche.

Face au trouble à l'ordre public manifeste et provoqué, la police n'est pas intervenue contre ce groupe hostile pourtant stratégiquement positionné à proximité immédiate, qui criait des slogans ouvertement transphobes et haineux. En revanche, elle a rapidement interpellé une femme trans migrante en la menaçant de la priver de son titre de séjour, en ce jour de commémoration d'une insurrection de personnes queer et trans racisées contre les violences policières et la répression d'État. Erreur de cible, vraiment ? Nous rappelons que les contestataires des manifestations d'extrême droite (notamment les manifestations contre le mariage ou la PMA) sont systématiquement interpellé·es tandis que les contestataires réactionnaires de la marche des Fiertés n'ont pas été inquiétés. C'est une illustration du rôle des institutions policière, judiciaire et carcérale, dans la répression des LGBTQI+ qui se

perpétue aujourd'hui, notamment au travers de la criminalisation indirecte des travailleur·ses du sexe, surreprésenté·es parmi les personnes trans et/ou migrantes.

Il est insupportable que ce collectif de 10 personnes ait traité des femmes trans “d’hommes” et de “violeur misogyne”, notamment celle qui s’est défendue contre leurs discours de haine en tentant de prendre leurs pancartes, avant d’être interpellée par la police. Celle-ci subit depuis un raid de cyberharcèlement de l’extrême droite, tandis que l’une des membres du collectif anti-trans l’a depuis qualifiée dans une vidéo en anglais de “tranny” (travelo), sous les rires de ses camarades. Ce cri de “violeur misogyne” est une véritable insulte faite à toutes les victimes de viol, et plus particulièrement à l’égard des personnes trans, puisqu’une sur deux a déjà subi des violences sexuelles dans l’espace public, plus que n’importe quelle autre catégorie parmi les LGBT ([Enquête Virage LGBT, 2021](#)).\*

La banderole qu’a tenté d’arracher notre camarade interpellée indiquait “les lesbiennes ont besoin de féminisme, pas de transitions mutilantes”. Ces mots, qualifiant les transitions des hommes trans et personnes non-binaires FtX, constituent une grave attaque contre leur droit à l’autodétermination. Nous rappelons que les hormones, tout comme les chirurgies, dont bénéficient certaines personnes trans, sont toujours obtenues avec le consentement de celles-ci, et encore aujourd’hui trop difficiles d’accès. Ces propos sont à rapprocher des attaques de l’extrême-droite contre le droit à l’avortement, qui nient la liberté et les besoins des personnes choisissant d’avorter.\*\*

Enfin, d’autres pancartes et banderoles niaient les vécus des femmes trans lesbiennes et de leurs partenaires. Cette négation malveillante des subjectivités trans participe à l’effacement des personnes trans, elle efface aussi la réalité vécue par les lesbiennes, gays et bi·es, cisgenres ou non, en couple homosexuel avec des personnes trans. Dans leurs communications, les militantes anti-trans désignent les personnes trans par l’expression traduite de l’anglais: “trans-identifié”. Ce terme est tiré de la rhétorique utilisée par les promoteurs des thérapies de conversion homophobes et transphobes. “Trans-identified” et “gay-identified” sont en effet des termes visant à nier les désirs, les besoins et l’expérience vécue des personnes trans, gays, lesbiennes et/ou bisexuelles, pour les présenter comme victimes d’une force extérieure imaginaire : idéologie ou lobby LGBT, idéologie transgenre, etc. On assiste donc à une véritable invalidation de l’existence des personnes trans lesbiennes, de leurs amours, de leur famille et de leurs communautés.\*\*\*

Nous tenons à renouveler notre soutien aux femmes trans victimes, et notre solidarité inébranlable envers les communautés trans dont les droits restent encore à conquérir. Nous condamnons avec la plus grande fermeté la transphobie, la transmisogynie, et toutes les violences sexuelles et de genre. Nous n’ignorons également pas que la lesbophobie est encore trop souvent présente dans les milieux LGBTQI+ et dans la société, touchant les femmes cis et trans. Celle-ci a récemment été illustrée par une agression lesbophobe à l’encontre de la militante lesbienne et féministe Alice Coffin, par des masculinistes d’extrême-droite.

Nous croyons que les luttes trans, non-binaires et lesbiennes ne sont pas antagonistes mais complémentaires. Beaucoup de femmes lesbiennes et bies contribuent aux mouvements et aux mobilisations pour les droits des personnes trans et/ou non-binaires, beaucoup de personnes trans et/ou non-binaires contribuent aux mouvements et mobilisations pour les

droits des lesbiennes. Nous saluons les nombreux·ses militant·es, lesbiennes, trans et non-binaires à qui nous devons le dynamisme des luttes féministes et LGBTQI+. C'est largement grâce à elleux que cette Marche des Fiertés a rassemblé dans ses deux cortèges plusieurs centaines de milliers de participant·es et restera une marche historique.

Nous appelons toutes les organisations féministes et LGBTQI+ à s'opposer haut et fort à la transphobie et à la lesbophobie et à valoriser les contributions des femmes trans et/ou lesbiennes, des hommes trans et des personnes non-binaires à la richesse de nos luttes émancipatrices. Nous devons prendre la parole pour défendre nos valeurs chaque fois que nécessaire, déclencher un sursaut collectif face à la défaillance structurelle du service public de police, défendre et exiger des politiques publiques de financement des associations LGBTQI+, de lutte contre le racisme, de défense des droits des réfugié·es et des TDS, et de lutte contre le SIDA.

Nous pensons que c'est le rôle de l'ensemble des manifestant·es de nous former collectivement pour pouvoir, non pas individuellement, mais massivement reconnaître et virer l'extrême-droite de nos rangs.

Nous nous engageons à entretenir le dialogue intra-communautaire, et à prioriser l'amélioration de la sûreté et de l'accessibilité de nos manifestations politiques, pour les façonner à l'image de la société inclusive à laquelle nous aspirons. L'engouement populaire pour les Marches des Fiertés exprime un désir puissant de transformation sociale et anti-patriarcale et nous ferons le nécessaire pour développer ce désir en une force politique cohésive n'oubliant pas ses racines populaires et contestataires face à la répression d'État.

#### Notes :

\* Les personnes trans souffrent de très nombreuses discriminations dans tous les secteurs de la vie : exclusions familiales (20% des personnes trans, cf. enquête [Virage LGBT](#)), exclusions scolaires (un quart des personnes trans, cf. données [EU LGBTI Survey II](#)), exclusions du marché du travail (un tiers des personnes trans licenciées - cf. [Alessandrin & Espineira 2015](#); 45% des femmes trans discriminées à l'embauche, cf. [EU LGBTI Survey II](#)). Il résulte de cette oppression systémique considérable un obscurcissement des perspectives de vie des personnes trans, précipitant les risques suicidaires à tel point que 40% des personnes trans ont déjà tenté de mettre fin à leur vie ([Herman et al., 2019](#)), et que tenter de décourager l'identité de genre ou la transition d'une personne trans est associé à une augmentation de 227% des tentatives de suicides ([Ashley et al., 2021](#)). Dans ce contexte, l'action du 26 juin, sous-couvert de dénonciation de la lesbophobie, porte une très dangereuse atteinte contre le droit à la vie et à la santé de toutes les personnes trans.

\*\* Nous rappelons également que le régime mutilatoire des personnes trans et intersexes se perpétue, lorsqu'il procède non d'une auto-détermination par les personnes concernées, mais d'une coercition jurisprudentielle ou légale de l'État. C'était le cas pour les personnes trans, stérilisées et mutilées sous la contrainte des juges jusqu'en 2017. C'est toujours le cas pour les personnes intersexes, avec près de 4000 opérations chirurgicales mutilantes par an sur des enfants de moins de 4 ans (cf. [données SNIIRAM, Fondation Jean Jaurès](#)). Qualifier de "mutilatoires" des actes médicaux *désirés* et *décidés* par des personnes est non seulement une violation de leur intégrité décisionnelle, mais aussi une violation des mémoires traumatisées par les très réelles mutilations trans et intersexes.

\*\*\* Les rhétoriques choisies par ces extrémistes trouvent des similitudes avec les groupuscules de l'ultra-droite comme Génération Identitaire [lors de la manifestation](#) contre les violences policières du 13 Juin 2020 à l'appel du

Comité Adama, ou le collectif Némésis lors de la manifestation en soutien à Julie le 14 février dernier. Dans ces mouvances, le fondement identitaire commun s'établit sur la base d'une pureté biologique. En cela, le renvoi systématique des personnes transféminines à leur génitalité d'origine, et la caractérisation de "mutilantes" des modifications corporelles désirées par les personnes transmasculines, sont des marqueurs d'un discours posant cette pureté biologique comme racine de l'organisation collective, tout comme cela est régulièrement observé dans les dynamiques racistes et xénophobes.